

# L'école aux quotidiens

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, **entrées libres** interroge une personnalité du monde scolaire. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée.

Et vous, qu'en pensez-vous?



Photo: François TEFNIN

## LE SOIR

02/11/2005 - 23/11/2005

### AU CHEVET DES MATHS

**M**aurice **BAYENET**, député PS au Parlement de la Communauté française, se dit alarmé par les faibles performances de nos élèves en maths et affecté par la mauvaise image qu'ils ont de cette discipline. Il a donc rédigé, avec l'aide d'experts, un rapport sur "l'apprentissage de la mathématique en Communauté française". *Le Soir* du 2/11 reprend les différents constats que le parlementaire émet quant aux causes de ces mauvais résultats. En primaire, il évoque un temps scolaire réduit, la faiblesse

de la formation initiale, la désorganisation des apprentissages ou encore, le manque de préparation des cours ou de documents de référence... Pour le secondaire, il s'en tient à un constat général: le cours de maths est souvent perçu par les élèves comme "inabordable et inutile".

Le député propose donc notamment de charger quelques experts et "enseignants de terrain" de créer des "curriculums" à l'usage des enseignants, qui constitueraient des outils garantissant "cohérence et continuité".

Un débat s'est tenu au Parlement à ce sujet le 22/11, à la suite duquel la ministre de l'enseignement obligatoire, Marie ARENA, a décidé qu'un curriculum serait rédigé à titre expérimental. Si les enseignants le jugent intéressant, on devrait en élaborer pour l'ensemble des notions mathématiques.

### Et vous, qu'en dites-vous?

■ **Françoise LUCAS**, mathématicienne, enseignante à l'école normale Isell Ste-Croix de Liège:

"Je suis assez d'accord avec les constats de M. BAYENET, mais moins avec ses propositions de solutions!". Comme le député, F. LUCAS estime que la façon d'enseigner les maths se fait au détriment du sens et ne met pas assez l'accent sur les processus. Mais pour elle, les propositions émises pour améliorer la situation ne sont pas assez ambitieuses et on manque de moyens réels pour les mettre en œuvre. "Je trouve la proposition des curriculums tout à fait inutile. Ceux-ci existent en fait déjà sous la forme des programmes, sur lesquels on travaille depuis plus de 10 ans! Tout

s'y trouve! Le réel enjeu, c'est qu'il faut entamer un travail d'appropriation des programmes par les enseignants, et qu'il faut surtout leur donner les moyens de le faire, par exemple via la formation continue. Selon moi, ces nouveaux curriculums ne vont rien apporter. C'est faire fi du travail déjà fourni. En fait, la continuité existe dans les programmes, mais peu sur le terrain".

■ **Françoise VAN DIEREN**, responsable du secteur mathématique de l'Enseignement secondaire catholique :

"En réalité, les programmes de l'enseignement libre sont déjà rédigés dans le sens souhaité par M. BAYENET lorsqu'il parle de «curriculums». Nos programmes remettent bien en contexte les matières vues lors des différents degrés par rapport à ce qui se fait avant et après et ils précisent les compétences-socles à atteindre. Dans notre réseau, les matériaux existent pour aider les enseignants et permettre de faire murir les concepts mathématiques en lien avec la vie courante. Ainsi, les programmes du qualifiant ont été profondément remaniés. La formation mathématique y est plus réaliste: elle articule la résolution de problèmes issus de la vie courante ou professionnelle avec un ensemble de concepts très sobre et cohérent. Cet aspect, plus abstrait, permet de transférer les acquis d'un domaine à un autre. Par ailleurs, les responsables de secteur participent à toutes les commissions de programmes du secondaire, ce qui crée un lien entre les niveaux et vise à assurer une continuité. Il y a également une concertation avec les responsables du primaire". ■

BRIGITTE GERARD

# Le Monde

17/11/2005

## "NOTRE ÉCOLE A FAILLI"

**T**el est le propos du linguiste **Alain BENTOLILA** dans une carte blanche du *Monde* sous-titrée "Il faut retrouver la mixité sociale qui permettait à tous les élèves d'espérer s'en sortir".

Après les récentes violences dans les banlieues françaises, il rappelle qu'il fut un temps, dans les années 60-70, où les écoles de ces quartiers présentaient une saine hétérogénéité. Mais, petit à petit, les familles les moins pauvres ont quitté ces lieux qui sont ensuite devenus ethniquement, culturellement et économiquement homogènes et trop souvent zones d'échec scolaire.

Pour BENTOLILA, ces cités sont ainsi devenues des ghettos, "des lieux honteux de repliement et de relégation". Et il constate que la population n'a pas la possibilité de quitter ces lieux d'enfermement, étant donné que l'école n'y donne pas les moyens de s'en sortir. L'échec scolaire et social y est même devenu une fatalité, les enfants finissent par penser que le pari de l'école ne mérite pas d'être tenté... Or, pour le linguiste, "L'école ne peut se contenter d'être le miroir fidèle des inégalités et des injustices, car elle perd alors pratiquement sa raison d'être". BENTOLILA pense que l'école doit agir. Et la seule voie possible est celle du "mélange". "Lutter contre la ghettoïsation scolaire, c'est introduire, pas à pas, dose après dose, des éléments de mixité sociale: faire de la différence un principe positif de la politique éducative. (...) Et ce n'est pas en affichant une volonté de traiter en apparence, de façon identique, tous les élèves que l'on peut assurer une égalité de chances pour tous".

BRIGITTE GÉRARD

## Et vous qu'en dites-vous?

■ **Farid GAMMAR**, directeur de l'Institut des Ursulines à Molenbeek-St-Jean:

"Qu'est-ce qui fait la différence entre le ghetto et le quartier, lorsque l'un et l'autre sont identifiés à une même appartenance sociale, voire strictement «ethnique»?", interroge Farid GAMMAR. Sans doute, répond-il, la différence tient-elle à "la qualité des échanges entre ces espaces et leur environnement".

Là où BENTOLILA parle de ghettos à propos des cités françaises, qui connaissent une flambée de violence sans précédent, qu'en est-il de la Belgique? Pour F. GAMMAR, le constat est moins sombre chez nous. "Si, explique-t-il, l'on s'est rassuré ces derniers temps à répéter que l'exil social des banlieues bétonnées à la française ne trouve rien de comparable en Belgique, c'est probablement pour relever que le cadre de vie ne peut tenir pour rien dans ces échanges. En s'étant établis au cœur de nos villes, les quartiers de populations immigrées se sont inscrits sur un canevas d'échanges urbains construit en plusieurs siècles. Sans doute les réalités sociales actuelles ne sont-elles pas favorables, sans doute permettent-elles les replis communautaires. Mais il reste une potentialité d'ouverture, qui se réalise dès qu'elle concerne au moins une personne. Chaque fois qu'un élève change d'école, chaque fois que des parents déménagent, pour affronter l'inconnu d'un autre espace social, c'est une preuve que le confinement n'est pas déterminé".

Dans ce contexte, quelle responsabilité particulière l'école a-t-elle? "Montrer, répond le directeur, que hors du quartier le monde existe et qu'il est accessible. Elle réalise ce rôle en permettant aux élèves d'acquiescer les codes sociaux qui faciliteront la communication, en donnant à chaque élève confiance en soi, dans les cours mais aussi par les orientations scolaires, dans l'organisation fréquente de visites culturelles, par le choix des lieux de stages, etc."

Mais, comme le disait si bien la Fondation Roi Baudouin au travers du titre d'un ouvrage consacré aux interactions entre école et société, l'école n'est pas toute seule... Qu'est-elle en droit d'attendre pour

avoir une chance de jouer le rôle qu'on lui a confié? "Que les politiques de l'emploi, du logement et de la culture se conçoivent également en termes d'échanges entre espaces sociaux. Pour que l'école du quartier ne soit pas une école du ghetto, il faut certes qu'elle dispose de moyens matériels et humains adéquats. Mais, sous peine de renforcer les ghettos, il ne faut pas que soient territorialisées les aides sans que l'effort soit aussi porté sur les échanges: une ouverture des entreprises pour les stages et l'emploi, un réel accès aux installations sportives et culturelles, l'accès au logement, une politique d'orientation scolaire...".

C'est en tout cas le vœu que formule F. GAMMAR, qui conclut: "Si les conditions urbaines ne sont pas défavorables, encore faut-il les animer!". ■

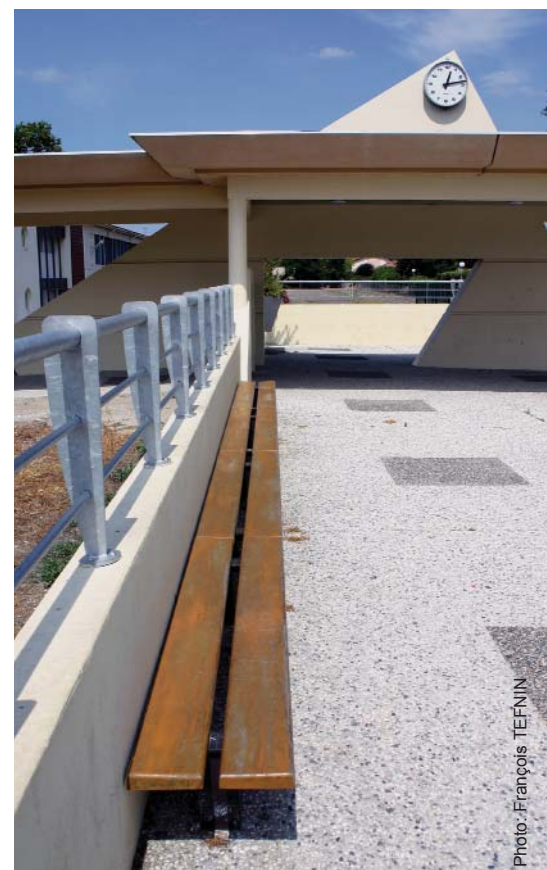


Photo: François TEFNIN